

Anticapitalisme. Anti...quoi ? (deuxième partie)

3. Deux lieux communs de notre époque.

Le capitalisme a mondialisé le monde. Existe-t-il un anticapitalisme qui puisse approfondir cette mondialisation et la développer en tant qu'humanité ?

L'oubli de la notion de rapports sociaux de production n'aurait pas eu lieu sans le déclin des luttes ouvrières. Qu'est-ce qui a conduit à ce déclin ?

Dans un livre dont la première édition date de 1991¹, j'ai avancé l'hypothèse d'un chevauchement entre les cycles de Kondratiev, cycles économiques qui durent de quarante à soixante ans, et ce que j'appelle les cycles longs de la plus-value relative. *«La dégénérescence des formes d'organisation de la lutte autonome, écrivais-je alors, est assimilée par le capitalisme comme des formes d'organisation du procès de travail et de la vie sociale en général.»* Il est curieux que, deux ans plus tard, je lise dans un hebdomadaire international bien connu que *«des chercheurs de l'Institut Fernand Braudel d'économie mondiale, au Brésil, ont analysé des données sur les conflits du travail dans le monde depuis les années 1870. Ils ont trouvé une sorte de relation entre les "vagues de Kondratieff", ces cycles économiques qui durent 50 ans, et ces luttes. Les grèves augmentent pendant la phase ascendante du cycle et explosent lorsqu'il atteint son sommet. Le dernier pic a eu lieu en 1970. Selon cette théorie (quelque peu forcée), si la croissance reprend dans les années 1990, un nouveau pic se produira en 2020².»* Avons-nous affaire à une simple coïncidence entre la publication de mon livre et les conclusions auxquelles est parvenu plus tard cet institut brésilien ?

Quoi qu'il en soit, après avoir affirmé que *«la crise de 1974 a donné un nouveau souffle à la stratégie de la plus-value relative, permettant apparemment de commencer la phase d'assimilation»*, j'énonçais une alternative : *«Seul le développement du quatrième cycle long de la plus-value relative permettra de vérifier si nous allons évoluer dans le sens de l'internationalisation des processus de travail. Il ne s'agira pas d'un constat intellectuel, mais plus pratique, que l'on pourra observer dans l'internationalisation, ou pas, des processus de lutte autonome. Si c'est la direction vers laquelle nous nous dirigeons, alors un nouveau cycle long commencera grâce au dépassement du nationalisme dans la classe ouvrière. Mais d'autres formes de fragmentation des travailleurs vont-elles émerger, qui contrasteront avec la centralisation accrue des capitalistes et, en particulier, de la classe des gestionnaires ? Et si elles émergent, quelles seront-elles ? Telle est la question centrale dont résultera, soit la destruction du capitalisme grâce au développement de rapports sociaux d'un nouveau type, jusqu'à constituer un véritable nouveau mode de production ; soit un autre élan du capitalisme, qui assimilera de nouvelles institutions issues de l'effondrement des luttes autonomes.»* Près de trente ans se sont écoulés depuis que j'ai présenté clairement cette alternative.

Contrairement aux illusions optimistes de certains universitaires et aux proclamations démagogiques de certains politiciens sans public, le capitalisme ne connaît pas de crise générale aujourd'hui. Non seulement il subit des crises cycliques, mais il traverse toujours des crises sectorielles et des crises de réorganisation, comme c'est le cas actuellement. Mais ces crises font partie du processus de développement et ne doivent pas être confondues avec des crises généralisées et structurelles. Ce sont les luttes de la classe ouvrière qui connaissent une crise généralisée, et seule une avancée de ces luttes pourra provoquer une crise profonde au sein du capitalisme.

D'un côté, les secteurs ouvriers traditionnels, qui donnent à la classe ouvrière un axe de continuité historique, se sont tournés vers l'extrême droite populiste, voire vers le fascisme. Ce qui devrait être

¹ Cf. *Economia dos Conflitos Sociais*, Cortez, 1991, 1^{ère} édition, pp. 351, 365 et 367-368 ; et dans la deuxième édition (Expressão Popular, 2009), pp. 461, 479 et 482. [Quatre chapitres de cet ouvrage ont été publiés en français sous le titre *Economie des processus révolutionnaires*, Vosstanie, 2021, NdT.]

² *The Economist*, 3 avril 1993, p. 35.

notre base naturelle est maintenant l'un des piliers qui soutiennent nos pires ennemis. Et de l'autre côté, les nouveaux membres de la classe ouvrière, qui constituent aujourd'hui la majorité de cette classe, sont fragmentés sociologiquement et donc idéologiquement.

Dans une célèbre allégorie, Platon imagine que nous sommes enfermés dans une caverne et ne pouvons observer que le mur du fond, sur lequel sont projetées les ombres d'une autre vie, éclairée par le soleil. Désormais, ce ne sont plus les ombres de l'extérieur qui sont projetées dans la caverne, mais les images virtuelles dans lesquelles chacun se représente et représente les autres. Les murs de la caverne sont les réseaux sociaux. Comment allons-nous nous libérer de ces ombres ? Nous ne pourrions pas comprendre – et donc combattre – la fragmentation sociologique qui touche la classe ouvrière sans avoir d'abord compris l'obsession des *selfies* et des réseaux sociaux et la manière dont le monde virtuel a contribué à obscurcir et à briser d'autres rapports sociaux. Aujourd'hui, les composantes de la classe ouvrière sont non seulement dispersées, mais suivent des chemins largement divergents. Et la classe, qui existe au niveau économique, n'existe pas maintenant au niveau sociologique.

*

L'effacement de la problématique soulevée par les rapports de production a ouvert l'espace pour que l'écologie se diffuse comme un nouveau lieu commun à travers tout le spectre politique. La critique de l'écologie a été l'une des lignes les plus constantes de presque tout ce que j'ai écrit depuis 1977 et est abondamment exposée dans des articles récents, que le lecteur peut trouver sur le site de *Passa Palavra*, ou dans un livre en version française³. Je voudrais ici aborder la question sous un autre angle.

Les formes d'organisation adoptées par les travailleurs quand ils luttent activement et collectivement, si elles servent de modèle pour penser un remodelage des rapports sociaux, les amènent également à repenser la technologie dans la mesure où celle-ci est une matérialisation de ces rapports de production⁴. Cependant, les travailleurs ont rarement pu rester à l'avant-garde d'une lutte suffisamment longtemps pour que les nouveaux rapports sociaux de travail se matérialisent en esquisses d'une nouvelle technologie ; le plus souvent ils délèguent la conduite de cette lutte aux bureaucraties syndicales, ou ils créent d'autres bureaucraties. L'inversion des flux de décision/information informatisés joue aujourd'hui un rôle décisif, parce que l'électronique sert d'appui à une condition générale de production⁵ indispensable à l'actuel remodelage capitaliste des rapports de travail.

En effet, seuls les flux de décision/information prévalant en informatique permettent aux entreprises de réaliser des économies d'échelle indépendamment de la concentration physique des travailleurs en un seul lieu, et de maintenir une autorité centrale de gestion malgré la dispersion physique des travailleurs. Ce flux soutient l'exploitation dans l'économie et l'oppression dans le domaine du pouvoir. Il est donc compréhensible que, dans les luttes où les travailleurs ont réussi à écarter ou à mettre sur la touche les bureaucraties, l'un des objectifs soit d'essayer d'inverser la direction du flux. J'ai déjà mentionné dans un autre texte⁶, pour une étape technologique antérieure, le précédent qui s'est produit à Gdańsk en 1980, lorsque fut initié le mouvement qui devait aboutir plus tard à la constitution de Solidarnosc. Une commission gouvernementale se rendit au chantier naval de Gdańsk pour négocier avec les grévistes ; ceux-ci décidèrent alors que les discussions auraient lieu dans la salle où était installé le système de sonorisation utilisé pour diffuser les hymnes politiques, les appels à la productivité et autres directives. Ils inversèrent ainsi le flux de ce système, de sorte que tous les ouvriers du chantier naval écoutèrent

³ *Contre l'écologie*, Editions Ni patrie ni frontières, 2017 (NdT).

⁴ Seule la presse liée au grand capital et préoccupée par la gestion des entreprises s'intéresse à l'idée que les luttes des travailleurs pourraient se matérialiser dans les esquisses d'une nouvelle technologie. Cf. par exemple ces deux articles : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-08-23/protesters-are-using-old-tools-in-new-ways> ; et «*Workers of the world, log on! Technology may help to revive organised labour*», *The Economist*, 15 novembre 2018.

⁵ Cf. la définition des Conditions générales de production par l'auteur en annexe de cet article (NdT).

⁶ Cf. mon article «*A complexa arquitectura da futilidade*», dans le livre dirigé par Rosilene Horta Tavares et Suzana dos Santos Gomes, *Sociedade, Educação e Redes. Desafios à Formação Crítica*, Araraquara: Junqueira & Marin, 2014, pp. 69-70.

l'intégralité des discussions, tandis que les grévistes, à l'aide de microphones, purent se faire entendre à la table des négociations.

Pour détecter ce genre de transformations, il nous faut plus qu'un regard attentif, nous avons besoin des rapports des participants eux-mêmes, parce qu'il est peu probable que les grands médias abordent ce sujet. Il serait intéressant que *Passa Palavra*, et d'autres sites, lorsqu'ils interrogent des travailleurs en lutte dans des professions où l'infrastructure électronique prédomine, par exemple chez Uber et d'autres entreprises similaires, enquêtent sur l'utilisation des réseaux sociaux et d'autres plateformes pour les objectifs de la lutte. C'est dans la tentative d'inverser les flux de décision/information que se dérouleront les escarmouches de notre époque, en projetant la lutte des classes dans le domaine de la technique principale.

Mais il est essentiel d'opérer ici une distinction terminologique. En tant que matérialisation d'un système de rapports sociaux, une technologie est une structure qui détermine les modes d'utilisation de ses techniques et les directions dans lesquelles celles-ci peuvent être développées. À leur tour, en tant qu'éléments constitutifs d'une technologie, les techniques visent des fonctions spécifiques et peuvent donc être incluses dans d'autres technologies. La meilleure analogie pour comprendre la relation entre les techniques et la technologie me semble être la relation entre les mots et la langue. Une langue est une structure qui conditionne strictement tous ses éléments, mais un mot originaire d'une langue donnée peut être adopté par une autre langue, qui l'utilise alors à sa manière. Il suffit de penser à ce qui est arrivé à l'énorme quantité de mots étrangers employés en portugais aujourd'hui. Il en va de même pour les techniques. Le feu, par exemple, lorsqu'il a été domestiqué pour la première fois, remplissait des fonctions idéologiques et religieuses, en plus des fonctions productives. Par la suite, aucune technologie ne s'est passée du feu, mais cette technique a perdu ses connotations primitives et a été, pour ainsi dire, laïcisée. La roue a émergé dans un système technologique donné et a été assimilée par d'autres systèmes, tout comme les composantes de la ville ont pu être assimilées par les techniques urbanistiques. Les exemples sont infinis.

En faisant l'apologie des techniques précapitalistes, les écologistes oublient que ce sont les problèmes posés par ces techniques qui ont conduit à l'émergence de techniques spécifiquement capitalistes, ou à la manière capitaliste d'utiliser les techniques antérieures. La question n'est donc pas que la technologie capitaliste cause des problèmes. Toutes les technologies suscitent des problèmes. Il s'agit plutôt de savoir par quel bout nous allons chercher une solution à ces problèmes, que ce soit à partir d'un rejet des techniques existantes du capitalisme, ou de leur dépassement. Or, lorsqu'ils font l'apologie des techniques précapitalistes, les écologistes contribuent de manière décisive à occulter le fait que les nouveaux rapports sociaux tissés par les travailleurs en lutte peuvent transformer les techniques créées ou assimilées par le capitalisme et les faire évoluer vers de nouvelles techniques, capables de se structurer en une nouvelle technologie.

La mythification de techniques archaïques a conduit à la diffusion de produits dits «naturels» ou «bio», qui envahissent les rayons des supermarchés les plus chers. Cela a permis d'établir un lien direct entre l'écologie et les exigences des consommateurs. Le déclin des luttes ouvrières, qui a fait oublier la notion de rapports sociaux de production, a parallèlement conduit à l'hégémonie des revendications des consommateurs. Ici encore, on applique le modèle du centre commercial à la société. Sur le plan idéologique, le producteur a été remplacé par le consommateur, et le socialisme, qui prétendait révolutionner les rapports de travail, a été remplacé par un socialisme distributif. Or, de même que la célébration des techniques archaïques fait oublier la capacité des luttes directes des travailleurs à initier la transformation des techniques, de même l'analyse critique des rapports sociaux de production et d'exploitation est abandonnée pour passer aux tests de qualité des produits.

En effet, l'écologie pense aux produits, jamais aux rapports sociaux de production. Un bon exemple est l'apologie de l'agriculture familiale défendue inlassablement par les écologistes, alors que, dans ce type d'agriculture, le travail non rémunéré est le plus important et on y a le plus recours au travail des enfants. Mais j'ai déjà abondamment traité ce sujet sur ce site⁷.

⁷ Sur la question de l'utilisation du temps de travail non rémunéré et du recours au travail des enfants dans l'agriculture familiale, on pourra lire notamment les trois articles qui composent la série «*MST e agroecologia uma mutação decisiva*» (<https://passapalavra.info/2012/03/97517/>) et, dans *Contre*

La notion de rapports sociaux de production a été victime d'un autre type d'escamotage, qui correspond à une consolidation des rapports d'exploitation existants – l'identitarisme.

La définition des classes sociales résulte d'une analyse des rapports sociaux de travail, compris comme des rapports d'exploitation. Les relations sont une forme, et l'analyse des rapports sociaux repose toujours sur l'analyse d'une forme. La toile constituée par les rapports sociaux de travail se multiplie, s'étend et englobe tout, assimilant ce qui lui était originellement extérieur, comme les loisirs. C'est seulement à partir de cette toile que l'on définit les classes sociales.

La notion d'une opposition entre *nous* et *les autres* est très différente. Dans cette opposition, le point de départ du *nous* n'est pas une forme de relations mais une caractéristique apparente qui est supposée primordiale – dans les cas les plus fréquents, la couleur de la peau, le sexe et la façon dont on obtient du plaisir sexuel – ou pas. Une identité est ainsi définie, et par opposition elle définit *les autres*. Ceux qui possèdent cette caractéristique constituent le *nous*, ceux qui n'en bénéficient pas sont les *autres*. Les rapports sociaux interviennent plus tard dans le raisonnement, au moment où les identitaires prétendent vouloir réunir tous ceux qui partagent une caractéristique donnée, les réunir en fonction de cette seule caractéristique et lui subordonner tout le reste, non pas sous la forme diversifiée des rapports de production, mais sous une forme agglutinante. Quelle est la condition pour qu'une identité se sente comme telle, pour que le *nous* soit *nous* ? Son opposition aux *autres*. Dans l'identitarisme, les rapports sociaux agglutinants ne sont pas le champ de départ, comme lorsque les rapports de production définissent des classes sociales. Ils sont un simple instrument, valable uniquement pour renforcer le *nous*. Quant aux *autres*, aucune structure interne ne leur est attribuée ; ils fonctionnent seulement comme un miroir négatif du *nous*.

Dans ce contexte, pour ceux qui se réclament encore de la gauche, le concept de capitalisme a acquis un caractère strictement moral : il signifie désormais ce à quoi s'oppose une identité donnée. Le capitalisme, pour chaque prétendue identité, c'est les autres.

La forme strictement agglutinante de la relation sociale promue par les identitarismes leur confère une tendance au caractère milicien, comme on peut aisément le vérifier dans les sphères partisane, scolaire et universitaire. À l'époque du fascisme classique, quelqu'un a désigné les milices sous le nom de «*sartorial socialism*», (littéralement, un socialisme de tailleur, qui repose sur le port d'accessoires vestimentaires comme le béret ou la chemise d'une couleur donnée, *NdT*), dans lequel l'uniforme fournissait une identité commune fictive à des personnes que tout séparait. Il en va de même pour les identitarismes, et la couleur de la peau, le sexe ou l'orientation sexuelle servent à masquer les antagonismes fondamentaux entre exploités et exploités, ainsi qu'à dissimuler l'hypocrisie des exploités qui cherchent à se promouvoir comme exploités. Ce ne sont pas les hiérarchies et les structures sociales qui sont remises en cause par l'identitarisme, seulement les personnes qui les occupent. Changez la couleur de la peau, le sexe ou les préférences sexuelles des personnes qui occupent une position dominante, et le capitalisme, tel que le conçoivent les identitaires de gauche, cesse déjà d'être le capitalisme. L'identitarisme, comme le fascisme, ne cherche qu'à renouveler les élites.

Ainsi, l'identitarisme élargit la base d'acceptation des rapports sociaux de production et d'exploitation. Un article récemment publié par le cabinet McKinsey⁸ nous offre un exemple éloquent ; ce texte montre comment les entreprises progressent et deviennent plus rentables lorsqu'elles sont ouvertes à la diversité des genres. Et comme McKinsey occupe la première place dans le domaine du conseil stratégique aux entreprises, ce que ce cabinet pratique et préconise se répercute en cascade sur un grand nombre d'entreprises. Que les employeurs soient des femmes, des Noirs, des homosexuels ou des transsexuels, le capitalisme n'est plus contesté ; il trouve une raison supplémentaire d'être applaudi par toutes les femmes, tous les Noirs, tous les homosexuels ou tous les transsexuels.

l'écologie (Editions NPNF, 2017), le chapitre intitulé «Agro-écologie et plus -value absolue» (<http://www.mondialisme.org/spip.php?article2589>).

⁸ Cf. l'article publié sur le blog du cabinet McKinsey le 21 juin 2019, «*Eight messages for future LGBTQ+ leaders*».

Or, comme les identitarismes sont le substitut des nationalismes en cette époque de transnationalisation économique, il leur arrive la même chose qu'aux nationalismes, puisque l'éloge d'une nation conduit, par elle-même, à dénigrer les autres nations. Tout comme le nationalisme stimule les nationalismes rivaux, l'identitarisme stimule les identitarismes rivaux. Aux États-Unis, par exemple, des affrontements physiques ont eu lieu entre des transgenres originellement féminins et des hommes homosexuels, mais ces dernières années, les conflits se sont surtout intensifiés entre des transgenres originellement masculins et le mouvement féministe, notamment dans sa composante lesbienne.

Le cas écossais est intéressant dans la mesure où le gouvernement avait l'intention de faciliter la légalisation du changement de sexe, mais les féministes ont protesté, arguant que cela contribuerait à l'érosion de leurs droits. Les femmes étant plus nombreuses que les électeurs transgenres, il n'est pas difficile de deviner à quel camp le gouvernement a cédé. Des pressions identiques ont été exercées en Angleterre. Mais la partie adverse a riposté et le conseil municipal de Leeds, une ville du nord de l'Angleterre, a interdit une réunion organisée par le groupe féministe Woman's Place UK parce que les militants transgenres l'accusaient de transphobie ; désormais, pour éviter les boycotts et les agressions, les participants ne sont prévenus du lieu des réunions qu'une heure ou deux à l'avance. Selon les termes d'un hédéo international respecté qui a toujours soutenu les libertés sexuelles et de genre, «*un mouvement fondé pour promouvoir la tolérance semble se révéler de moins en moins tolérant*⁹». Après tout, une bannière déployée lors de la parade LGBT de Lancaster en juin 2019 proclamant «*Les lesbiennes n'ont pas de pénis*» serait seulement ridicule si elle n'était pas le symptôme d'un phénomène très sérieux.

De même que les peuples opposaient, et opposent encore, leur propre nationalisme à celui de leurs ennemis, généralisant ainsi le préjugé nationaliste, de même chaque prétendue identité invoque le principe commun de l'identitarisme contre les identités concurrentes, de sorte qu'elles finissent toutes par recourir au même type de logique. Plus les différends entre elles sont nombreux, plus cette logique s'affirme comme générique. L'identitarisme est ainsi devenu un lieu commun de notre époque, occupant, d'un bout à l'autre, l'ensemble du spectre politique.

*

Le capitalisme a mondialisé le monde. Existe-t-il un anticapitalisme qui puisse approfondir cette mondialisation, la développer en tant qu'humanité ? Ou bien l'écologie et l'identitarisme triompheront-ils, en occultant les rapports de travail et en fracturant le monde en des fragments destructeurs ? Finalement, face au capitalisme, que veut la gauche aujourd'hui ?

João Bernardo, août 2019, *Passa Palavra*

⁹ *The Economist*, 6 juillet 2019 («*Rainbows and clouds. As London prepares for Pride, a row simmers in the LGBT community*»).

ANNEXE : **Les Conditions générales de production selon João Bernardo**

Pour l'auteur, les Conditions générales de production recouvrent :

1) les Conditions générales de production et reproduction de force de travail : les crèches et les établissements d'enseignement destinés à former les nouvelles générations de travailleurs ; les infrastructures sanitaires et les hôpitaux ; plus généralement le milieu social, donc le cadre urbain et l'urbanisme au sens large ;

2) les Conditions générales permettant la réalisation sociale de l'exploitation afin que le processus de travail aboutisse à la production de plus-value ; les travailleurs sont dépossédés de la possibilité de reproduire et de former de façon indépendante leur force de travail ; ils sont également dépossédés des produits qu'ils créent ; et ils sont tenus à l'écart de l'organisation du processus de travail. C'est le rôle des institutions répressives.

3) les Conditions générales d'opérabilité du processus de travail. Ces conditions permettent l'existence matérielle du processus de travail, défini comme processus d'exploitation. Sous le capitalisme, l'exploitation économique des travailleurs requiert des moyens technologiques qui ont une double fonction : ils éloignent les travailleurs de la gestion de la production, et ils mettent à la disposition des capitalistes les moyens d'effectuer cette gestion. Cela inclut les centres de recherche, à la fois théorique et appliquée, à travers lesquels les capitalistes réalisent et reproduisent leur contrôle sur la technologie, en excluant les travailleurs ; mais aussi les différentes formes de captation, de transmission et de stockage des informations qui assurent aux capitalistes le contrôle des mécanismes de décision et leur permettent d'imposer à la force de travail les limites strictes entre lesquelles elle peut exprimer son opinion ou prendre des décisions concernant les processus de fabrication ;

4) les Conditions générales d'exploitation des unités de production. Cela désigne les infrastructures, notamment les réseaux de production et de distribution d'énergie ; les réseaux de communication et de transport ; les systèmes de distribution de l'eau et d'élimination des eaux usées et, en général, la collecte des ordures ; la création, la préparation et le conditionnement d'espaces ou d'installations physiques, et l'environnement où les processus de production sont installés ;

5) les Conditions générales d'opérabilité du marché. Il s'agit des systèmes de transmission, de croisement et de comparaison des informations permettant l'établissement de relations entre producteurs et consommateurs ; des réseaux de transport et de stockage des produits dont la consommation n'est pas immédiate dans la mesure ils résultent de plusieurs lignes de production ;

6) les Conditions générales de réalisation sociale du marché. Elles permettent principalement de stimuler la consommation de certains biens spécifiques produits par certaines entreprises. Elles déterminent un certain mode de vie, l'acquisition de certains biens ou même la consommation en général. La publicité et certains aspects de l'éducation jouent ici un rôle.

Source de cette traduction résumée : João Bernardo, *Economia dos conflitos sociais*, 1991, pp. 159-161 (disponible en ligne).

4. Le système de la vache laitière

Ils appellent socialisme ce qui est en réalité un capitalisme dysfonctionnel.

C'est l'aveu le plus clair de la défaite la plus abjecte pour des militants politiques qui ont prétendu vouloir détruire le capitalisme que de se présenter aujourd'hui comme des gestionnaires de ce système. Mais il y a pire encore. S'il est vrai que le rôle de la gauche anticapitaliste n'est pas de gérer le capital, de s'orienter strictement orientée vers les luttes ouvrières, je vois une autre objection, et de taille. Chaque fois qu'elle veut gérer le capital, la gauche le gère mal. Laissons les capitalistes gérer le capital, puisqu'ils le font beaucoup mieux que la gauche !

*

Durant plus d'un siècle, le socialisme a été assimilé aux nationalisations. Elles n'ont pas affronté le problème des rapports sociaux de production, compris comme des rapports de travail qui sont restés les mêmes, mais celui des rapports de propriété, en substituant la propriété privée des bourgeois par la propriété d'État, comme propriété collective des gestionnaires¹⁰. En réalité, les *nationalisations* constituaient la façade démagogique permettant de cacher une autre réalité, celle de l'étatisation. La propriété n'appartenait pas au peuple, mais à l'État, et ce sont les gestionnaires qui contrôlaient et donnaient corps à l'État.

L'échec de l'expérience soviétique et l'adoption par la Chine d'une économie mixte, étatique et privée, fondée sur un marché largement concurrentiel, ont conduit la majeure partie de la gauche à abandonner l'idée d'étatisations systématiques, gérées de manière centralisée. Le discrédit du modèle des étatisations s'est d'ailleurs accentué lorsque les pays qui faisaient partie du bloc soviétique, avec la Roumanie et l'Albanie, sont devenus les régimes les plus corrompus d'Europe et d'Asie. Au sein de l'Union européenne, c'est du groupe de Visegrád, composé de la Pologne, de la Hongrie et de l'ancienne Tchécoslovaquie, qu'émergent les propositions les plus autoritaires, voire carrément racistes, et le contraste entre l'Allemagne de l'Est et le reste de ce pays suffit à s'en convaincre. Au cœur de la toile, le président Poutine et ses conseillers jouent un rôle préminent parmi ceux orchestrent et financent les nationalismes et les fascismes dans le monde. Le fait que le système économique et politique qui a gouverné de manière autocratique cette vaste région pendant plus de soixante-dix ans n'a laissé aucun héritage de gauche derrière lui mérite une sérieuse réflexion. Ceux qui viennent de pieusement célébrer le centenaire de la révolution russe auraient mieux fait de dépenser leur énergie à disséquer son cadavre.

*

Renonçant à l'ambition d'étatiser l'ensemble de l'économie, la gauche qui se prétend anticapitaliste se limite désormais à revendiquer un système économiquement mixte mais politiquement autoritaire, qui combine l'étatisation de certains services publics avec une tutelle exercée sur les entreprises privées. L'application pratique de ce type d'expérience est peu fréquente, mais comme elle sert de modèle à de

¹⁰ La différence que j'établis entre les deux classes capitalistes, celle des bourgeois et celle des gestionnaires, ne concerne pas les personnes, mais le cadre dans lequel l'entreprise est placée et l'horizon temporel dans lequel elle est gérée. Très brièvement, le bourgeois, propriétaire privé du capital d'une entreprise, la gère de manière particularisée et avec des critères de rentabilité à court terme. On peut dire qu'un propriétaire privé projette la vie d'une entreprise à l'échelle de sa propre vie. Les gestionnaires, en revanche, en tant que propriétaires collectifs du capital d'une entreprise, la gèrent de préférence en tenant compte de sa relation avec les conditions générales de production et des critères de rentabilité à moyen et long terme. En d'autres termes, et de manière très simpliste, il s'agit de la différence entre l'action individuelle et l'action bureaucratique. La rotation des gestionnaires aux postes de direction est élevée, ils passent d'une entreprise à l'autre, de sorte qu'aucun gestionnaire ne peut projeter la vie d'une entreprise à l'échelle de sa propre vie.

nombreux militants et groupes politiques ayant une certaine importance électorale, et que c'est le contenu attribué par beaucoup de gens aujourd'hui au mot *socialisme*, voyons comment ce programme fonctionne dans la réalité.

Lorsqu'elle acquiert une influence décisive dans l'appareil d'État, et donc dans les entreprises publiques, la gauche remplace les gestionnaires en place (qui connaissaient au moins un peu le métier et avaient l'expérience de ce travail) par des gestionnaires incompetents issus du milieu dilettante formé par les politiciens professionnels. Ces décisions entraînent immédiatement, ou à très court terme, de graves difficultés pour le fonctionnement de ces entreprises¹¹.

Dans le reste de l'économie, tout en maintenant le capitalisme privé et le marché concurrentiel, cette prétendue gauche taxe lourdement les bénéfices des capitalistes et fixe les prix de vente. Partout dans le monde, lorsque les conditions économiques se dégradent, on avance généralement une revendication : «Que les riches paient pour la crise !» Ils ne la paient pas, bien sûr, précisément parce qu'ils appartiennent aux classes sociales qui ne peuvent pas la payer. Avec cette revendication, naïve ou démagogique, on prétend établir un régime dans lequel les entreprises privées continueraient à produire des richesses, tandis que la gauche les pressurerait régulièrement.

C'est le système de la vache laitière. Selon cette hypothèse, chaque jour, le capitalisme regorgerait de profits, et chaque jour, la gauche n'aurait qu'à le traire jusqu'à ce que le seau soit plein, puis distribuerait le lait aux pauvres, aux vieux et aux enfants.

La gauche prétend ainsi préserver la base d'existence du capitalisme, qui sont les rapports sociaux fondés sur le processus de travail, mais en éliminant ses inconvénients. Contre le mauvais capitalisme défendu par les capitalistes, la gauche prétend faire advenir le miracle d'un bon capitalisme.

En réalité, il émerge un monstre difforme, car les rapports sociaux du capitalisme perdurent, mais leur fonctionnement est altéré ou bloqué. Un capitalisme qui cesse d'être stimulé par l'obtention et l'appropriation de profits est privé des conditions dans lesquelles il peut exercer son activité, alors que, paradoxalement, les travailleurs restent soumis au même régime de travail. Cette gauche appelle «socialisme» ce qui est en réalité un capitalisme dysfonctionnel.

Ne pouvant disposer librement de leurs bénéfices, et subissant un prix de vente fixe, les capitalistes ont recours à deux mesures, sinon ils cesseront d'être capitalistes. D'une part, ils désinvestissent. Sous le capitalisme l'économie fonctionne comme la Reine l'explique à Alice («*Ici, vois-tu, on est obligé de courir tant qu'on peut pour rester au même endroit*») : l'absence d'investissement ne rend pas une entreprise stationnaire, elle la fait régresser. D'autre part, afin de contrer la fixation des prix, les capitalistes stockent des marchandises. La combinaison du désinvestissement et de la thésaurisation

¹¹ Cette série d'articles concerne la « gauche anticapitaliste » ou celle « qui se prétend anticapitaliste ». Ma description de l'orientation économique proposée par ce type de gauche, qu'elle applique dans les cas – heureusement rares – où elle arrive au pouvoir, devrait suffire à la distinguer de ce qu'étaient au Brésil les gouvernements du Parti des travailleurs et de ce que sont en Europe la social-démocratie et le centre-droit. Au Brésil, le programme *Bolsa Família*, est un mécanisme de redistribution très bien pensé qui favorise la fonctionnalité du capitalisme et combat partiellement l'exclusion. Ce programme a d'ailleurs reçu les éloges des organes les plus lucides du capitalisme mondial. J'ai toujours considéré les gouvernements du PT comme des gouvernements efficaces, qui ont procédé à une modernisation du capitalisme brésilien.

Pour revenir au thème de cet article, alors que la gauche qui se prétend anticapitaliste, que je vise ici, entend appliquer une orientation qui désactive le fonctionnement de la plus-value relative. Or, les gouvernements du PT, comme les gouvernements de centre-gauche et de centre-droit en Europe, sont des gouvernements purement capitalistes qui s'efforcent d'améliorer le fonctionnement de la plus-value relative. Les gouvernements du PT n'ont jamais prétendu être anticapitalistes et ont procédé en pratique à une modernisation indispensable du capitalisme brésilien.

Cet article vise des cas comme le Venezuela et, avec d'autres spécificités, le Zimbabwe. Outre les partisans latino-américains du Venezuela de Maduro, il vise les partis européens qui se disent anticapitalistes, par exemple le Bloco de Esquerda au Portugal et ses partis similaires dans d'autres pays. Ce sont eux qui confondent socialisme et capitalisme dysfonctionnel.

entraîne des pénuries sur le marché de la consommation, car sans investissement, les entreprises produisent moins et, en outre, les biens déjà produits sont retirés du marché.

Cette réaction strictement économique des capitalistes est interprétée par la gauche d'une manière purement politique, comme un sabotage. Ainsi, au lieu de résoudre économiquement un problème économique, elle cherche à le résoudre par la répression. La gauche renforce les contrôles, augmente encore davantage les taxes sur les bénéfices et accroît le nombre de produits soumis à la fixation des prix.

Comme on pouvait s'y attendre, ces mesures répressives ont eu un effet automatique : elles aggravent la situation antérieure. En réalité, elles stimulent le marché noir et l'économie parallèle ; en provoquant un désinvestissement dans les entreprises du pays, elles stimulent l'importation illicite de biens fabriqués à l'étranger, ce qui renforce les liens entre le marché noir interne et les réseaux de contrebande.

Mais ne croyons pas que cette gauche est stupide et que tout cela provient d'illusions désastreuses et d'erreurs de calcul. Les gestionnaires de ce type de socialisme profitent doublement de la crise. Tout d'abord, ils sont privilégiés dans les chaînes de distribution, et si les produits sont rares sur le marché, les gestionnaires de l'État n'en manquent certainement pas. D'autre part, puisqu'ils sont placés au centre des mesures économiques et au sommet de l'appareil répressif, les gestionnaires de l'État contrôlent facilement les opérations du marché noir et l'économie souterraine en général. Un cercle vicieux s'enclenche ainsi, puisque les personnes qui sont à l'origine du dysfonctionnement du capitalisme en bénéficient directement. En fin de compte, si les étatisations systématiques et centralisées effectuées dans la sphère soviétique conduisirent à un capitalisme d'État explicite et officiel, le système de la vache laitière conduit à un capitalisme d'État subreptice et, paradoxalement, illégal.

En réalité, ce cercle vicieux dégénère rapidement en une spirale d'effondrement. La crise est aggravée par le fait que la gauche qui se prétend anticapitaliste considère la connexion à l'économie mondiale comme une mauvaise chose. Elle fait passer l'isolationnisme pour de la «souveraineté économique». Cette aberration n'est compréhensible que si l'on se souvient de l'étroite imbrication entre communisme et nationalisme sous l'égide du régime soviétique. La tradition a perduré. Comme d'habitude, le nationalisme sert à inciter les travailleurs à défendre les capitalistes de leur pays, même si cela entraîne une détérioration de leur situation économique. En économie, comme en politique, le terme *nous* est toujours ambigu.

La gauche commence par annoncer qu'elle ne paiera pas la dette extérieure, ce qui a pour conséquence immédiate d'augmenter le coût du crédit. Et si elle tient vraiment sa promesse et que la dette n'est pas payée, le pays se retrouve sans accès au crédit, avec des conséquences catastrophiques pour l'économie, notamment pour ceux qui ont du mal à recourir au marché noir. Les travailleurs sont les plus directement lésés par ces idées aberrantes.

Pour justifier l'isolationnisme, cette gauche s'obstine à dénoncer les méfaits des entreprises multinationales et transnationales et se livre ainsi à une apologie implicite du capital national. Les lettres de créance de cette gauche ne se réfèrent pas aux travailleurs, mais au capital national. Telle est la place que la gauche occupe aujourd'hui, non pas dans l'antagonisme de classe entre travailleurs et capitalistes, mais dans les frictions internes du capitalisme, en défendant les secteurs économiques les plus archaïques. Dans une série d'articles publiés sur ce site, j'ai cherché à démonter le mythe des méfaits des entreprises transnationales¹², en expliquant comment il est contraire aux intérêts les plus immédiats des travailleurs. *«Les sociétés transnationales doivent faire l'objet d'une analyse critique en tant que forme la plus développée du capitalisme, mais généralement les accusations sont formulées du point de vue d'une entité nationale lésée par une force qui dépasse les frontières»*, écrivais-je en ouverture du premier de ces articles, avertissant par la suite que *«ce qui m'inquiète dans les sociétés transnationales, ce n'est pas le fait qu'elles soient transnationales mais qu'elles soient capitalistes»*. Ces articles ont été peu lus, et il est certain qu'en matière économique, la gauche préfère répéter des platitudes que de se consacrer à la tâche fastidieuse de l'étude des chiffres. Pour résumer une longue analyse, en allant

¹² J'ai critiqué le mythe des méfaits des sociétés transnationales dans une série de quatre articles «Os nacionalistas e as transnacionais», publiés dans Passa Palavra (<https://passapalavra.info/2011/07/41823/>).

directement au sujet qui nous intéresse ici, je concluais que «*plus une entreprise s'internationalise, plus son progrès technologique et ses effets positifs sur l'économie du pays d'origine sont importants*».

Aujourd'hui, l'isolationnisme est doublement pernicieux. Nous ne sommes plus à l'époque de la simple internationalisation des capitaux, où chaque pays essayait, pour le meilleur ou pour le pire, de reproduire les structures commerciales des pays plus avancés. Nous vivons aujourd'hui à l'ère de la transnationalisation du capital, et les étapes successives de la production d'un bien donné sont réparties dans une multitude de pays. Les chaînes de production transcendent les frontières, qu'il s'agisse de biens matériels, de services ou, plus encore, de ce domaine de pointe qui a rendu caduques les catégories traditionnelles et qui repose sur l'informatique. Dans ces conditions, l'isolationnisme est une politique suicidaire, qui coupe les entreprises d'un pays non seulement des relations économiques générales, mais même de l'accès aux innovations techniques vitales.

Il est très curieux que la gauche, qui rugit d'indignation – à juste titre – lorsqu'un pays impérialiste impose des sanctions à ses ennemis ou rivaux, adopte délibérément des mesures isolationnistes qui aboutissent aux mêmes résultats que les boycotts et les sanctions.

Les effets de l'isolationnisme sont multiples – difficulté d'obtenir des crédits et d'investir, impossibilité de bénéficier des innovations techniques – mais ils se résument à une seule conséquence : la pénurie de marchandises et l'aggravation de la crise. Une fois de plus, on comprend que la politique isolationniste prônée par la gauche qui se prétend socialiste est intimement combinée à l'économie parallèle, parce que les secteurs liés au pouvoir ont un accès privilégié au contrôle des changes. Dans ce socialisme aberrant, qui est en fait une forme aberrante de capitalisme, il n'existe aucun dynamisme interne permettant de sortir de la crise, puisque les intérêts économiques des gestionnaires de l'État et de l'appareil répressif les conduisent à tirer profit directement du marché noir et de l'économie parallèle en général.

Dans la mesure où les rapports de travail capitalistes perdurent, tous les motifs d'insatisfaction sociale persistent, aggravés par le fait que le mauvais – ou le calamiteux – fonctionnement de ce capitalisme détériore fortement les conditions de vie des travailleurs. Face à cela, la marge de manœuvre des anciens patrons et des nouveaux gestionnaires se réduit ou disparaît. Les profits qui permettaient l'augmentation de la productivité et les concessions salariales, c'est-à-dire le mécanisme de la plus-value relative, se réduisent ou disparaissent. Le mécontentement des travailleurs augmente, et la répression est le seul mécanisme disponible.

Commence alors une spirale croissante de conflits, d'emprisonnements, de manifestations, de massacres et de banditisme. Et comme les persécutions frappent en même temps les travailleurs qui revendiquent et les capitalistes privés qui désinvestissent et thésaurisent, la répression elle-même crée, contre les gestionnaires de ce socialisme particulier, une solidarité entre des classes opposées. Face à cette solidarité, la gauche bien intentionnée se gratte la tête avec perplexité et accuse les «agents de l'étranger» et inévitablement l'«impérialisme», de maux qui résultent de causes exclusivement internes. En politique, les personnes bien et mal intentionnées s'entremêlent souvent.

*

Des promesses d'abondance, nous sommes donc tombés dans le socialisme de la misère. L'échec de la gauche aboutit aux mêmes résultats que la dystopie écologique. Mais alors que les écologistes soutiennent explicitement la décroissance économique et le retour à des techniques archaïques, cette gauche s'engouffre dans la décroissance en rendant le capitalisme dysfonctionnel. Le paradoxe ne pourrait être plus grand.

La gauche ne reviendra à sa vocation première de soutenir les luttes ouvrières au lieu de gérer le capital que lorsqu'une nouvelle étape des luttes amènera les travailleurs à assumer à nouveau la dimension sociologique de la classe. En attendant que cela se produise, une question demeure. Si la gauche, lorsqu'elle gère le capitalisme, le conduit au dysfonctionnement, comment comprend-elle le mécanisme économique primordial du capitalisme ?

João Bernardo, août 2019, *Passa Palavra*

Articles déjà parus

1. Le dictionnaire sans mots
2. L'argent n'est pas le pouvoir
<http://nfnf.eu/spip.php?article841> (1 et 2)
3. Le système de la vache laitière
4. Deux lieux communs actuels

A suivre....

5. Tout part en fumée
6. L'utopie d'une société transparente